

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.427/4
DU 18 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles, le 23 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 dans le but de transposer la Directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information et de transposer la Directive 2011/15/UE de la Commission du 23 février 2011 modifiant la Directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Le projet examiné s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de l'habilitation donnée au Gouvernement par l'article 16bis de l'ordonnance du 3 décembre 1992 'relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale', inséré par l'ordonnance du 6 novembre 2003, celui-ci ne peut être adopté que « sur proposition du Conseil d'administration du port de Bruxelles ».

Il revient à l'auteur du projet de s'assurer que tel est bien le cas en l'espèce.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Selon le considérant 34 de la directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 'modifiant la directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information' :

« Conformément au point 34 de l'accord interinstitutionnel 'Mieux légiférer' ¹, les États membres sont encouragés à établir, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de la Communauté, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition, et à les rendre publics ».

De tels tableaux ne figuraient pas dans la demande d'avis adressée au Conseil d'État. Établir de tels tableaux de transposition est de nature à faciliter l'examen des projets examinés par la section de législation dans les délais qui lui sont impartis ².

¹ Note de bas de page 4 du texte cité : JO C 321 du 31.12.2003, p. 1.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 191 à 195.

Sur l'utilité de joindre de tels tableaux, voir le rapport annuel, 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 47 à 49.

L'auteur du projet est invité à se conformer à l'avenir à cette recommandation ³.

2. Par ailleurs, dans son avis 49.498/4 donné le 9 mai 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 'relatif à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information', la section de législation a formulé l'observation générale suivante :

« L'arrêté du Gouvernement en projet gagnerait à être accompagné, lors de sa publication au Moniteur belge, d'un rapport au Gouvernement expliquant le contexte juridique et factuel particulier dans lequel s'inscrit, pour la Région wallonne, la transposition partielle de la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CE, modifiée par la directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2002/59/CE relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information.

Il conviendrait, notamment, d'y exposer la manière dont la gestion des informations opérée par l'autorité portuaire conformément à la directive précitée s'intègre dans la participation nationale globale au système communautaire d'échange d'informations maritimes « SafeSeaNet », conformément aux articles 14, et 22*bis*, de la directive 2002/59/CE précitée, respectivement modifiée et insérée par la directive modificative 2009/17/CE ⁴.

Ce rapport au Gouvernement sera, en outre, complété par les tableaux de transposition, dont le considérant 34 de la directive 2009/17/CE précitée, encourage l'établissement et la publication par les États membres ⁵ ».

Cette observation vaut également pour le projet examiné.

³ Voir, dans le même sens, l'avis 48.704/4 donné le 22 septembre 2010 sur un projet devenu l'ordonnance du 19 mai 2011 'relative à la gestion de la sécurité des infrastructures routières' (*Doc. parl.*, Parl. R.B.C., 2010/2011, n° A-144/1, pp. 16-19) et l'avis 51.428/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif au transport de marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure'.

⁴ *Note de bas de page 1 de l'avis cité* : Voir également les considérants 3, 4 et 8, ainsi que l'article 1^{er}, 2), c), de la directive 2009/17/CE précitée.

⁵ *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 192.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} du préambule est inutile et doit donc être omis, le fondement juridique du projet étant déjà visé à l'alinéa 2.

2. Il y a, par contre, lieu de compléter le préambule par deux alinéas consacrés au visa des arrêtés du Gouvernement que le projet modifie, à savoir l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 'transposant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information et abrogeant la Directive 93/75/CEE du Conseil' (ci-après l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007), ainsi que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 2010 'portant adoption du règlement régional de police du canal et du Port de Bruxelles'.

3. L'avis de la section de législation ayant été demandé en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o (et non 2^o), des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la motivation de l'urgence figurant dans le préambule sera omise.

L'alinéa consacré au visa du présent avis sera également modifié en conséquence.

4. Avant la mention de la délibération collégiale, il y a lieu d'ajouter le ministre proposant ⁶.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

À l'article 1^{er} du projet, les mots « Le titre de l'arrêté » doivent être remplacés par les mots « L'intitulé de l'arrêté ».

Article 2

1. L'article 1^{er}, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 (article 2 du projet), sera complété afin d'y indiquer que la transposition opérée n'est que partielle (au

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41 et formules F 3-8-2 et F 8.

niveau belge), et que celle-ci concerne également la directive 2011/15/UE de la Commission du 23 février 2011 modifiant la directive 2002/59/CE.

2. Le choix ayant été fait de donner un intitulé à chacun des articles du dispositif, l'article 1^{er}, en projet, en sera également pourvu.

Article 5

1. À l'article 5, 1^o, du projet, le mot « préambule » doit être remplacé par le mot « intitulé ».

2. À l'article 5, 2^o, du projet, il convient de citer exactement - en se basant sur le texte publié au *Moniteur belge* - les mots de l'actuelle version néerlandaise de l'article 4, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007, que la disposition examinée vise à remplacer.

3. La même observation vaut pour le texte français de l'article 7 du projet.

Article 6

À l'article 5, § 3, en projet de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 (article 6 du projet), la formule « Il est du devoir et de la responsabilité du chargeur de fournir (...) et de faire en sorte que (...) » doit être remplacée par « Le chargeur fournit (...) et fait en sorte que (...) » ; le recours aux notions de « devoir » et de « responsabilité » compliquent inutilement le texte.

Article 8

1. L'octroi pour les services réguliers assurés entre le port de Bruxelles et un autre port belge, d'une exemption des exigences énoncées aux articles 4 et 6, §§ 1^{er} et 3, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007, que prévoit l'article 6*bis*, en projet, du même arrêté (article 8 du projet), ne peut être réglé par le seul Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Par définition, ces autres ports belges sont, en effet, situés sur le territoire des deux autres régions du pays. L'article 6*bis*, § 1^{er}, en projet, sera dès lors revu en s'inspirant des règles applicables aux services réguliers internationaux, afin de ne pas empiéter sur les compétences des Régions flamande et wallonne.

2. Dans le texte français de l'article 6*bis*, § 1^{er}, c), en projet, il conviendra en outre de se référer à l'article 6 plutôt qu'à l'article 13.

Article 10

L'article 8*bis*, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 (article 10 du projet), sera revu afin d'imposer au port de Bruxelles l'obligation d'utiliser un système d'information maritime interconnecté avec SafeSeaNet, plutôt que de recourir à l'expression « la Région de Bruxelles-Capitale veille à (...) ».

Article 13

La section de législation n'aperçoit pas l'utilité de l'annexe II que l'article 13 du projet vise à ajouter à l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 et à laquelle aucune disposition en projet ne fait référence. Le prescrit de cette annexe peut, en outre, être intégré dans l'article 10 du projet (article 8*bis*, en projet, de l'arrêté précité), conformément à l'observation formulée ci-avant.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	Y. DE CORDT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.427/4
VAN 18 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 23 mei 2012 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica en de Haven van Brussel verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 met het oog op het omzetten van Richtlijn 2009/17/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2002/59/EG betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en het omzetten van de Richtlijn 2011/15/EU van de Commissie van 23 februari 2011 tot wijziging van Richtlijn 2002/59/EG betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Doordat het voorliggende ontwerp uitvoering geeft aan de machtiging die aan de regering verleend is bij artikel 16*bis* van de ordonnantie van 3 december 1992 ‘betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, ingevoegd bij de ordonnantie van 6 november 2003, kan het ontwerp alleen aangenomen worden “op voorstel van de raad van bestuur van de Haven van Brussel”.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen of zulks *in casu* wel het geval is.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Overweging 34 van richtlijn 2009/17/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ‘tot wijziging van richtlijn 2002/59/EG betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart’ luidt als volgt:

“In overeenstemming met punt 34 van het Interinstitutioneel Akkoord inzake beter wetgeven¹ worden de lidstaten ertoe aangespoord voor zichzelf en in het belang van de Gemeenschap hun eigen tabellen op te stellen, die, voor zover mogelijk, het verband weergeven tussen de richtlijnen en de omzettingsmaatregelen, en deze openbaar te maken.”

¹ Voetnoot 4 van de geciteerde tekst: PB C 321 van 31.12.2003, blz. 1.

Zulke tabellen komen niet voor in de adviesaanvraag die aan de Raad van State toegezonden is. Het opmaken van dergelijke omzettingstabellen kan het onderzoek van de ontwerpen door de afdeling Wetgeving binnen de haar toegemeten termijn vergemakkelijken.²

De steller van het ontwerp wordt verzocht deze aanbeveling voortaan in acht te nemen.³

2. Overigens heeft de afdeling Wetgeving in advies 49.498/4, dat ze op 9 mei 2011 uitgebracht heeft over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse regering van 7 juli 2011 ‘tot invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart’, de volgende algemene opmerking gemaakt:

“L’arrêté du Gouvernement en projet gagnerait à être accompagné, lors de sa publication au Moniteur belge, d’un rapport au Gouvernement expliquant le contexte juridique et factuel particulier dans lequel s’inscrit, pour la Région wallonne, la transposition partielle de la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d’un système communautaire de suivi du trafic des navires et d’information, et abrogeant la directive 93/75/CE, modifiée par la directive 2009/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2002/59/CE relative à la mise en place d’un système communautaire de suivi du trafic des navires et d’information.

Il conviendrait, notamment, d’y exposer la manière dont la gestion des informations opérée par l’autorité portuaire conformément à la directive précitée s’intègre dans la participation nationale globale au système communautaire d’échange d’informations maritimes « SafeSeaNet », conformément aux articles 14, et 22*bis*, de la directive 2002/59/CE précitée, respectivement modifié et inséré par la directive modificative 2009/17/CE⁴.

Ce rapport au Gouvernement sera, en outre, complété par les tableaux de transposition, dont le considérant 34 de la directive 2009/17/CE précitée, encourage l’établissement et la publication par les États membres.”⁵

Die opmerking geldt eveneens voor het voorliggende ontwerp.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 191 tot 195.

Over het nut om dergelijke tabellen bij te voegen, zie het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab “De instelling”, blz. 47 tot 49.

³ Zie, in dezelfde zin, advies 48.704/4, dat op 22 september 2010 uitgebracht is over een ontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 19 mei 2011 ‘betreffende het beheer van de verkeersveiligheid van weginfrastructuur’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2010-11, nr. A-144/1, 16-19) en advies 51.428/4, dat vandaag uitgebracht is over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren’.

⁴ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Voir également les considérants 3, 4 et 8, ainsi que l’article 1^{er}, 2), c), de la directive 2009/17/CE précitée.

⁵ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 192.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid van de aanhef dient als overbodig te vervallen, aangezien de rechtsgrond van het ontwerp reeds aangegeven wordt in het tweede lid.

2. Daarentegen dient de aanhef te worden aangevuld met twee leden waarin behoort te worden verwezen naar de besluiten van de regering die bij het ontwerp gewijzigd worden, namelijk het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 ‘tot omzetting van Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad’ (hierna het “besluit van de regering van 29 maart 2007” genoemd) en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 maart 2010 ‘ter invoering van de gewestelijke politieverordening voor het kanaal en de Haven van Brussel’.

3. Aangezien de afdeling Wetgeving om advies verzocht is met toepassing van artikel 84, § 1, 1° (en niet 2°), van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, dient de motivering van het verzoek om spoedbehandeling die in de aanhef gegeven wordt, te vervallen.

Het lid waarin naar dit advies verwezen wordt, behoort eveneens dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

4. Vóór de vermelding van de collegiale beraadslaging dient te worden opgegeven door welke minister het besluit wordt voorgedragen.⁶

DISPOSITIEF

Artikel 1

In artikel 1 van het ontwerp dienen de woorden “De titel van het besluit” te worden vervangen door de woorden “Het opschrift van het besluit”.

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 41 en formules F 3-8-2 en F 8.

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 1 van het besluit van de regering van 29 maart 2007 (artikel 2 van het ontwerp) behoort aldus te worden aangevuld dat daarin aangegeven wordt dat richtlijn 2002/59/EG (op het Belgische niveau) slechts gedeeltelijk omgezet wordt en dat ook richtlijn 2011/15/EU van de Commissie van 23 februari 2011, waarbij die richtlijn gewijzigd wordt, omgezet wordt.
2. Aangezien er voor geopteerd is elk van de artikelen van het dispositief van een opschrift te voorzien, dient ook het ontworpen artikel 1 ervan een opschrift te krijgen.

Artikel 5

1. In artikel 5, 1°, van het ontwerp dienen de woorden “de aanhef” te worden vervangen door de woorden “het opschrift”.
2. In artikel 5, 2°, van het ontwerp dienen de woorden van de huidige Nederlandse tekst van artikel 4, §§ 1 en 2, van het besluit van de regering van 29 maart 2007, die bij de voorliggende bepaling vervangen worden, correct te worden geciteerd op basis van de tekst die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.
3. Dezelfde opmerking geldt voor de Franse tekst van artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 6

In het ontworpen artikel 5, § 3, van het besluit van de regering van 29 maart 2007 (artikel 6 van het ontwerp) dient de formule “Het is de taak en verantwoordelijkheid van de verlader om (...) te bezorgen en ervoor te zorgen dat (...)” te worden vervangen door “De verlader bezorgt (...) en zorgt ervoor dat (...)”. Het gebruik van de begrippen “taak” en “verantwoordelijkheid” maakt de tekst nodeloos ingewikkeld.

Artikel 8

1. Dat voor lijndiensten tussen de haven van Brussel en een andere Belgische haven vrijstelling wordt verleend van de eisen van de artikelen 4 en 6, §§ 1 en 3, van het besluit van de regering van 29 maart 2007, zoals bepaald in het ontworpen artikel 6bis van hetzelfde besluit (artikel 8 van het ontwerp), kan niet door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering alleen worden geregeld. Die andere Belgische havens zijn immers per definitie

gelegen op het grondgebied van een van de beide overige gewesten van het land. Het ontworpen artikel 6*bis*, § 1, van het ontwerp behoort bijgevolg te worden herzien naar het voorbeeld van de regels die gelden voor internationale lijndiensten, waarbij erop toegezien wordt zich niet op het bevoegdheidsterrein van het Vlaams Gewest en het Waals Gewest te begeven.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 6*bis*, § 1, c), dient bovendien verwezen te worden naar artikel 6 in plaats van artikel 13.

Artikel 10

Het ontworpen artikel 8*bis* van het besluit van de regering van 29 maart 2007 (artikel 10 van het ontwerp) dient aldus te worden herzien dat aan de haven van Brussel de verplichting wordt opgelegd om gebruik te maken van een systeem voor maritieme informatie dat aan SafeSeaNet gekoppeld is, in plaats van gebruik te maken van de uitdrukking “zorgt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ervoor (...)”.

Artikel 13

De afdeling Wetgeving ziet niet in welk nut bijlage II heeft die bij artikel 13 van het ontwerp bij het besluit van de regering van 29 maart 2007 wordt gevoegd en waarnaar geen enkele ontworpen bepaling verwijst. Wat in die bijlage voorgeschreven wordt, kan overigens opgenomen worden in artikel 10 van het ontwerp (ontworpen artikel 8*bis*, van het voormelde besluit) overeenkomstig de opmerking die hiervoren gemaakt is.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw de Heer	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	Y. DE CORDT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY